

# Une mission de cinq ans pour un SIG d'Etat au Burkina Faso

Karine Papillaud

Un cabinet de géomètres-experts français a hérité, suite à un appel d'offres de la Banque mondiale, de la partie foncière de l'élaboration du SIG du cadastre minier burkinabé.

**J'**avais l'habitude de travailler avec ce consultant spécialiste de l'Afrique, raconte Didier Guelle, géomètre-expert à Forbach (Moselle). *Nous avons déjà collaboré au Bénin pour implanter une route vers Cotonou. Pour ce projet de renforcement des capacités nationales du secteur minier et de la gestion de l'environnement (Precagem), nous avons répondu à un appel d'offres de la Banque mondiale lancé il y a deux ans*. L'histoire remonte à 1997 quand le Burkina Faso se dote d'un nouveau code minier. Manquent alors les textes et les décrets d'application. *"Un collègue marocain spécialiste de la gestion des titres miniers s'est occupé de toute la partie consacrée aux textes d'application en soi, tandis que nous avons pris en charge la partie concernant l'application du bornage des mines, la définition du système de coordonnées à utiliser et la mise en place du SIG minier"*, précise Didier Guelle. A Forbach, la société Guelle-et-associés connaît bien la législation minière, et particulièrement depuis la reconversion du bassin houiller.

La mission commandée par la Banque mondiale porte sur cinq ans. Au terme de la deuxième année, Didier Guelle fait un point sur la méthodologie employée : *"Les deux premières années, il s'agissait de recenser ce qui existait dans le pays, de mettre en place des textes d'applications effectifs et un SIG du cadastre minier. Durant toute la mission, nous travaillerons en tandem avec un confrère local, et ce à tous les niveaux du projet. Mon interlocuteur burkinabé s'appelle Alain Bagré et nous fonctionnons en parfait binôme"*.

Un dialogue qui tient compte des habitudes de travail locales et qui dispense Didier Guelle d'une présence continue sur le terrain. Avec Thomas Willmes, l'un des ses associés à Forbach, le géomètre-expert a effectué trois séjours sur place, dans les bureaux loués pour l'occasion par les commanditaires du projet : il y a passé le mois de février, le mois d'août, et une semaine en octobre et bientôt quinze jours en décembre. A partir de l'année



PHOTOS D. GUELLE

Alain Bagré, géomètre burkinabé (à gauche), devant le point fondamental du réseau géodésique du pays, servant de rattachement pour l'établissement du SIG minier. A droite, Thomas Willmes devant deux bornes de titres miniers.

prochaine, il estime réduire la fréquence de ses voyages à une ou deux fois par an. *"Actuellement, poursuit le géomètre-expert, nous en sommes à la phase des propositions : avec l'expert minier, nous avons soumis un dossier au ministère des Mines et de l'Energie et nous attendons leur feu vert pour l'approbation des textes."* Quant au SIG, sa mise en place coïncide avec une rencontre de tous les ministres des Mines africains, à l'occasion du Miga 2000, qui se tient au Burkina Faso la première semaine de décembre. *"Nous y sommes présents pour faire la démonstration du SIG ; c'est une première pour le Burkina Faso et, à ma connaissance, c'est l'une des premières installations en Afrique noire."*

**"Il s'agissait de recenser ce qui existait dans le pays, de mettre en place des textes d'application effectifs et un SIG du cadastre minier."**

Le Burkina Faso souhaitait s'équiper d'un outil capable de mettre au clair toutes les surfaces de recherches minières. Car les gisements, ici, sont d'or. L'Etat burkinabé souhaitait connaître exactement l'emplacement des surfaces de recherche qu'il met à la disposition de chercheurs généralement canadiens, ghanéens et sudafricains. *"L'Etat avait besoin d'une gestion plus précise, explique le géomètre-expert, d'une part, pour éviter de délivrer différents permis de recherche ou d'exploitation sur les mêmes sites, savoir qui recherche, qui exploite et dans quel secteur, et éviter d'éventuels conflits ; mais aussi pour rationaliser les rentrées d'argent provenant de la taxation de ces permis."* Le SIG permet de gérer efficacement les surfaces de recherche et les taxes qui y correspondent. Le logiciel Arcview de la société Esri a été choisi, assorti d'une base de données Access. *"Les formations commenceront début 2001 pour les utilisateurs du cadastre. Pendant les trois années à venir, nous assurerons le suivi du SIG et le service après-vente du système."*